

**Rapport du Président**

Commission Permanente du  
vendredi 17 octobre 2008

**Service instructeur**

Service de l'Action Internationale, Transfrontalière et Européenne

N° 2008-11-10-4

**Service consulté**

Direction des Affaires Juridiques

**Signature de la convention d'objectifs et de moyens relative au projet Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur (SIGRS)**

Résumé : Le Département du Haut-Rhin a assuré la maîtrise d'ouvrage du SIGRS sur la période 2005 - 2008. La signature d'une nouvelle convention entre l'ensemble des partenaires de ce projet permettra de proroger cette initiative sur la période 2008 à 2011 et de lui apporter les fonds nécessaires pour étendre, approfondir et réactualiser les travaux déjà entrepris.

Le Département du Haut-Rhin a assuré la maîtrise d'ouvrage du projet Interreg III « Création d'un système d'information géographique transfrontalier » (SIGT).

Cette initiative, dotée de 500 000 € sur deux ans et demi (dont 25 000 €, à la charge du Département du Haut-Rhin) a réuni l'ensemble des membres de la Conférence du Rhin Supérieur. 100 000 € ont respectivement été pris en charge par les partenaires de chaque pays membre, les 200 000 € restants représentent la participation européenne au titre d'Interreg III.

Le groupe d'experts « cartographie » de la Conférence du Rhin Supérieur, dont la direction est assurée par le Département du Haut-Rhin, a suivi la mise en œuvre de cette initiative.

Ce projet dont l'objectif est de doter la Conférence du Rhin Supérieur d'une base de données géographiques commune et d'un outil d'analyse cartographique compatible couvrant l'ensemble du territoire sous mandat, a prouvé son efficacité puisqu'il a permis :

- D'acheter un référentiel cartographique transfrontalier commun ;
- De créer de nombreuses bases de données et cartographies transfrontalières ;
- De mettre en place un site Internet et Extranet ;
- De mettre en place une cellule Coordination ;
- D'acheter un jeu d'images satellites à 5m ;
- De mettre en place plusieurs workshops et séminaires sur l'information géographique transfrontalière.

La qualité des travaux réalisés a été saluée par l'ensemble des partenaires de la Conférence du Rhin Supérieur. Le SIGRS est devenu un projet modèle au sein de notre espace et dans d'autres territoires européens similaires. Cet outil permet aujourd'hui d'analyser spatialement le Rhin Supérieur et d'avoir un ensemble de données fines permettant d'avoir une approche prospective de son devenir.

Au vu de ces résultats, la Conférence du Rhin Supérieur a décidé le 13 octobre 2006 de reconduire le projet jusqu'en 2011 sous sa forme actuelle et a exprimé le souhait que le Département continue à assurer le portage de ce projet.

En poursuivant l'objectif initial, c'est-à-dire obtenir une représentation uniforme et cohérente de la région du Rhin Supérieur dans son intégrité trinationale,

il s'agira par ailleurs :

- De faire évoluer les thématiques traitées en fonction des besoins émergents des groupes de travail de la Conférence du Rhin Supérieur, afin d'améliorer la connaissance du territoire, mais aussi et surtout afin de déployer le SIGRS pour qu'il puisse servir d'outil prospectif pour le développement du Rhin Supérieur ;
- D'étudier la mise en place d'une infrastructure de données spatiales transfrontalières (SDI) afin de permettre non seulement l'accès simplifié à l'information géographique transfrontalière (suppression des problèmes de formats, de systèmes de projection, de manque d'information, etc.), mais également afin de donner la possibilité à l'utilisateur de combiner les services proposés par différentes SDI, cela conformément à la directive INSPIRE.
- D'actualiser et de développer régulièrement des bases déjà constituées.

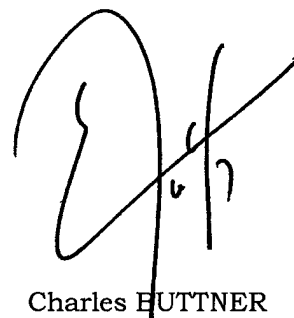
Le financement de cette initiative, dotée de 360 000 € pour cette seconde période triennale, est assuré de manière tripartite, 120 000 € étant respectivement pris en charge par chaque pays partenaire. La contribution française étant répartie à part égale entre l'Etat, la Région, le Département du Bas-Rhin et le Département du Haut-Rhin.

Les crédits d'un montant de 150 000 € et les recettes à hauteur de 330 000 €, nécessaires à la poursuite du projet, ont fait l'objet d'inscriptions en AP et AE sur le programme F015 au budget départemental en DM2 lors de la séance du 10 octobre 2008.

Les 210 000 € restant correspondent à la prise en charge des frais du personnel chargé du suivi du projet SIGRS et sont gérés par la Direction des Ressources Humaines.

Je vous propose en conséquence de m'autoriser à signer la convention d'objectifs et de moyens relative au projet Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur jointe au présent rapport.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer



Charles EUTTNER



<p align="center"><b>Convention d'objectifs et de moyens relative au projet Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur – SIGRS</b></p>	<p align="center"><b>Ziel- und Mittelvereinbarung bezüglich des Projekts Geographisches Informationssystem für das Gebiet des Oberrheins - GISOR</b></p>
<p>Entre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✦ le Département du Haut-Rhin, porteur dudit projet,</li> <li>✦ les partenaires cofinanceurs français : <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ l'État,</li> <li>▫ la Région Alsace,</li> <li>▫ le Département du Bas-Rhin,</li> </ul> </li> <li>✦ les partenaires cofinanceurs allemands : <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ le Ministère des Intérieur und für Sport Rheinland-Pfalz,</li> <li>▫ le Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg,</li> </ul> </li> <li>✦ les partenaires cofinanceurs suisses : <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ le Canton de Bâle-Ville,</li> <li>▫ le Canton de Bâle-Campagne,</li> <li>▫ le Canton d'Argovie,</li> <li>▫ la République et Canton du Jura.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Zwischen</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✦ dem Département du Haut-Rhin, Träger des o. g. Projekts,</li> <li>✦ den französischen Kofinanzierungspartnern : <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ dem französischen Staat,</li> <li>▫ der Région Alsace,</li> <li>▫ dem Département du Bas-Rhin,</li> </ul> </li> <li>den deutschen Kofinanzierungspartnern <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ dem Ministerium des Intérieur und für Sport Rheinland-Pfalz,</li> <li>▫ dem Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg,</li> </ul> </li> <li>den Schweizer Kofinanzierungspartnern <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ dem Kanton Basel-Stadt,</li> <li>▫ dem Kanton Basel-Landschaft,</li> <li>▫ dem Kanton Aargau,</li> <li>▫ dem Kanton Jura.</li> </ul> </li> </ul>
<p>Il est convenu ce qui suit :</p>	<p>Wird folgende Vereinbarung geschlossen :</p>
<p><b>PRÉAMBULE</b></p> <p>Le projet SIGRS est né d'une volonté politique commune de doter le territoire du Rhin Supérieur d'un outil de cartographie performant et d'une banque de données socio-économique et démographique.</p> <p>La Conférence du Rhin Supérieur, cadre institutionnel de la coopération transfrontalière, a permis de fournir le cadre opérationnel approprié pour la réalisation de ce projet. Le Groupe de travail Aménagement du Territoire et le Groupe d'experts Cartographie, réunissant de nombreux experts franco-germano-suisse, ont élaboré tous les préalables à la concrétisation du Système d'Information Géographique trinational du Rhin Supérieur, financé dans le cadre d'un projet INTERREG IIIA pour les années 2005 à 2008.</p> <p>Le pilotage de cette opération a été confié au Département du Haut-Rhin, qui héberge aujourd'hui la cellule SIGRS, créée en 2005 et qui assure le suivi administratif, financier et juridique du projet.</p>	<p><b>PRÄAMBEL</b></p> <p>Der gemeinsame politische Wunsch, den Oberrheinraum mit einer leistungsfähigen Kartographie sowie einer sozio-ökonomischen und demographischen Datenbank auszustatten, hat zur Entstehung des GISOR Projektes geführt.</p> <p>Die Oberrheinkonferenz, die das institutionelle Rückgrat der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit darstellt, bot den geeigneten operativen Rahmen für die Durchführung dieses Vorhabens. Die deutschen, französischen und Schweizer Sachverständigen der Arbeitsgruppe « Raumordnung » und des Expertenausschusses « Kartographie » haben die Grundlagen für die konkrete Ausformung des trinationalen Geographischen Informationssystems im Oberrhein erarbeitet. Dieses wurde über ein INTERREG IIIA Projekt für den Zeitraum 2005 – 2008 finanziert.</p> <p>Die Projektträgerschaft wurde dem Département Haut-Rhin übertragen; dort ist auch die im Jahre 2005 geschaffene GISOR-Stabsstelle angesiedelt, die für die administrative, finanzielle und juristische Betreuung des Projektes zuständig ist.</p>

<p>Les grandes étapes de réalisation ont été les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat d'un référentiel cartographique transfrontalier commun,</li> <li>- Création des premières bases de données et cartographies transfrontalières,</li> <li>- Mise en place d'un site Internet et Extranet</li> <li>- Mise en place d'une cellule Coordination,</li> <li>- Achat d'un jeu d'images satellites à 5m,</li> <li>- Mise en place de plusieurs workshops et séminaires sur l'information géographique transfrontalière.</li> </ul>	<p>Folgende Maßnahmen kennzeichneten die wesentlichen Phasen der Umsetzung des Projektes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Erwerb eines gemeinsamen grenzüberschreitenden Kartenwerks,</li> <li>- Schaffung der ersten Datenbasen und des grenzüberschreitenden kartographischen Materials,</li> <li>- Bereitstellung einer Internet- und Extranet-Webseite,</li> <li>- Einrichtung einer koordinierenden Stabsstelle,</li> <li>- Erwerb eines Satzes von 5m-Satellitenbildern ,</li> <li>- Einrichtung mehrerer Workshops und Durchführung von Seminaren zum Thema der grenzüberschreitenden geographischen Information.</li> </ul>
<p><b>Article 1 - OBJET</b></p> <p>L'objet de cette convention est de fixer les modalités de participation des signataires et les modalités de mise en œuvre du présent projet.</p> <p>Par accord entre les parties, il a été convenu que les effets de cette convention débiteront le 1<sup>er</sup> juillet 2008 et se termineront le 30 juin 2011.</p>	<p><b>Artikel 1 - GEGENSTAND</b></p> <p>Gegenstand dieser Vereinbarung ist die Festlegung der finanziellen Beiträge der Unterzeichnenden sowie der Durchführungsbestimmungen für das betroffene Projekt.</p> <p>Die Partner haben sich darüber geeinigt dass diese Vereinbarung am 1. Juli 2008 in Kraft tritt und bis zum 30. Juni 2011 gültig ist.</p>
<p><b>Article 2 - OBJECTIFS 2008-2011</b></p> <p>L'objectif principal du projet SIGRS-GISOR pour 2008-2011 reste dans la continuité de l'objectif initial, c'est à dire viser à obtenir une représentation uniforme et cohérente de la région du Rhin Supérieur dans son intégralité trinationale et à mettre à disposition de la Conférence du Rhin Supérieur ainsi qu'à ses groupes de travail, ses partenaires financiers et à un certain nombre de partenaires publics soutenant une action transfrontalière une multiplicité d'informations structurées thématiquement.</p> <p>Les thématiques traitées sont néanmoins amenées à évoluer en fonction des besoins émergents des groupes de travail de la Conférence du Rhin Supérieur, visant ainsi à une meilleure connaissance du territoire, mais aussi et surtout à son déploiement pour servir d'outil prospectif pour le développement du Rhin Supérieur.</p> <p>La mise en place d'une infrastructure de données spatiales transfrontalières (SDI) devra par ailleurs être étudiée d'après la directive INSPIRE - Infrastructure for Spatial Information in Europe, afin de permettre non seulement l'accès simplifié à l'information géographique transfrontalière (suppression des problèmes de formats, de systèmes de projection, de manque d'information, etc.), mais également pour donner la possibilité à l'utilisateur de combiner les services proposés par différentes SDI, cela conformément à la directive INSPIRE.</p> <p>Le SIGRS n'étant pas un projet limité dans le temps, bien que son financement soit assuré par des conventions de 3</p>	<p><b>Artikel 2 - ZIELSETZUNGEN 2008-2011</b></p> <p>Die Hauptaufgabe des GISOR-SIGRS Projektes für den Zeitraum 2008-2011 ist es, die ursprüngliche Zielsetzung fortzuführen, die darin besteht, eine einheitliche und zusammenhängende Darstellung der gesamten trinationalen Oberrheinregion zu erarbeiten und eine Vielzahl von thematisch geordneten Informationen zu der Oberrheinkonferenz, ihren Arbeitsgruppen, ihren Finanzpartnern und öffentlichen Trägerschaften, die grenzüberschreitende Aktionen unterstützen, bereitzustellen.</p> <p>Selbstverständlich werden sich die Themenbereiche entsprechend der Erfordernisse weiterentwickeln, die sich in den Arbeitsgruppen der Oberrheinkonferenz ergeben. Angestrebt wird die Verbesserung des Kenntnisstandes, aber auch die Entwicklung geeigneter Instrumente zur Förderung des Oberrheinraumes.</p> <p>Im Übrigen sollte die Einrichtung einer Infrastruktur für grenzüberschreitende Geodaten (GDI) gemäß der EU-Richtlinie für INSPIRE - Infrastructure for Spatial Information in Europe geprüft werden. Dadurch würde einerseits der Zugriff auf die grenzüberschreitende Information vereinfacht, da auf diese Weise die Probleme, die durch unterschiedliche Formate und Projektionssysteme oder durch nicht verfügbare Angaben usw. entstehen, gelöst werden. Andererseits könnten die Benutzer aber auch gemäß der INSPIRE-Richtlinie die von verschiedenen GDI angebotenen Dienstleistungen miteinander kombinieren.</p>

années, la pérennisation des systèmes en place, l'actualisation et le développement régulier des bases déjà constituées constituent également une tâche récurrente pour cette période.

GISOR ist kein zeitlich limitiertes Projekt. Seine Finanzierung wird jedoch durch dreijährige Vereinbarungen geregelt. Folglich müssen im genannten Zeitraum die vorhandenen Systeme gepflegt und die bereits erstellten Datenbasen, regelmäßig aktualisiert und weiterentwickelt werden.

**Article 3 - MISSIONS 2008-2011**

Trois thématiques forment les axes structurants de l'analyse spatiale de ce projet : l'urbanisation, les transports et la consommation de l'espace. Le Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur continuera d'inclure des facteurs liés, comme les évolutions démographiques et économiques, l'enseignement et la recherche, les loisirs et le tourisme, l'environnement et le climat. Le système d'information est actualisé et développé en permanence, notamment à la suite des demandes et propositions de ses différents utilisateurs (partenaires du projet, collectivités, instances transfrontalières ...).

Les principales thématiques à développer en 2008-2011 sont :

**Artikel 3 - AUFGABEN 2008-2011**

Drei geographisch-räumliche Themen bilden die Hauptachsen der Raumordnung bzw. der Raumanalyse: Besiedlung, Verkehrsinfrastruktur und Landschaft. Das Geographische Informationssystem für das Gebiet des Oberrheins enthält weitere nützliche Informationen zur Raumstruktur und ihren Einflussfaktoren: Bevölkerungs- und Wirtschaftsentwicklung, Bildungs- und Forschungswesen, Naherholung und Tourismus, Umwelt und Klima. GISOR wird laufend fort zu schreiben und zu erweitern, nicht zuletzt aufgrund von Anfragen und Vorschlägen aus Benutzerkreisen (Projektpartner, Gebietskörperschaften, grenzüberschreitenden Strukturen ...).

Geplante Weiterentwicklungen der Thematiken im Zeitraum 2008 – 2011 sind:

<b>Liste thématique Thematische Ebenen</b>
Zones d'activités Gewerbebezonen
Indicateurs statistiques de type socio-économiques : CRS / Europe Sozio-ökonomische statistische Daten ORK/Europa
Chemin de fer : fréquentations Schienenverkehr : Angebot und Auslastung
Enseignement - Education - Formation Bildung : wichtige Standorte
Lignes électriques, gazoducs, oléoducs Stromleitungsstrassen, Gas- und Erdölleitungen
Réseau hydrographique homogène Einheitliches hydrographisches Netz
Pistes cyclables : grands itinéraires Fahrradwege : Hauptwanderwege
Grands équipements de loisirs et de culture Große Freizeitanlagen und Kultureinrichtungen
Economie : grandes entreprises, centres de congrès, etc. Wirtschaft : wichtige Industrieparks, Kongress- und Konferenzzentren, usw.
Santé : établissements spécialisés et des équipements lourds Gesundheitswesen : spezialisiertes Versorgungsangebot
Sécurité : SDIS, commissariats, gendarmeries, services douaniers, etc. Sicherheit : Feuerwehr, Polizei, Zollämter, u.s.w.

Le respect des normes et standards de l'information géographique, tels ceux définis par l'OpenGis Consortium (OGC), permettra d'assurer l'interopérabilité avec les

Die Einhaltung der vom OpenGIS Consortium (OGC) entwickelten Normen und Standards für Geodaten gewährleistet die Interoperabilität mit den Systemen der

<p>systèmes des partenaires du projet qui sont de plus en plus nombreux : ETB, DACH+, CIGAL ...</p> <p>Les relations existantes avec ces partenaires seront progressivement développées afin de révéler une véritable synergie de l'information géographique sur le territoire du Rhin Supérieur.</p>		<p>zunehmend zahlreicher werdenden Projektpartner : TEB, DACH+, CIGAL...</p> <p>In Hinblick auf die angestrebte Synergie der Geodaten für den Oberrheinraum sollen die bereits bestehenden Beziehungen mit den vorgenannten Partnern schrittweise ausgebaut werden.</p>			
<p><b>Article 4 - DÉFINITION DU PROJET</b></p> <p>Le porteur de projet et ses partenaires cofinanceurs s'engagent à réaliser le projet dans le respect des dispositions de la présente convention.</p>		<p><b>Artikel 4 - DEFINITION DES PROJEKTS</b></p> <p>Der Projektträger und seine Kofinanzierungspartner verpflichten sich, das Projekt im Einklang mit den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung durchzuführen.</p>			
<p><b>Article 5 - PÉRIODE CONCERNÉE</b></p> <p><b>5.1 Durée de validité de la convention</b></p> <p>La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2008 dès réception de la dernière signature par le porteur de projet et reste valable jusqu'au 30 juin 2011. Le porteur de projet notifie cette entrée en vigueur à tous les partenaires dans les plus brefs délais et transmettra à cette occasion un exemplaire original à chacun des signataires.</p> <p><b>5.2 Période de réalisation du projet</b></p> <p>Le projet est réalisé entre le 1er juillet 2008 et le 30 juin 2011.</p>		<p><b>Artikel 5 - BETROFFENE ZEITRÄUME</b></p> <p><b>5.1 Gültigkeitsdauer der Vereinbarung</b></p> <p>Die vorliegende Vereinbarung tritt am 1. Juli 2008 in Kraft, an dem Tag an dem die letzte Unterzeichnung beim Projektträger eingeht; sie behält ihre Wirkung bis zum 30. Juni 2011. Der Projektträger informiert alle Partner über das Inkrafttreten und wird jedem der Unterzeichner ein Original- Exemplar der Vereinbarung zusenden.</p> <p><b>5.2 Durchführungszeitraum des Projekts</b></p> <p>Der Durchführungszeitraum des Projektes erstreckt sich vom 1. Juli 2008 bis zum 30. Juni 2011.</p>			
<p><b>Article 6 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET</b></p> <p><b>6.1 Répartition des fonds</b></p> <p>La répartition des fonds entre les différents cofinanceurs s'établit comme suit :</p>		<p><b>Artikel 6 - FINANZIERUNGSPLAN DES PROJEKTS</b></p> <p><b>6.1 Aufteilung der Mittel</b></p> <p>Die Aufteilung der Mittel zwischen den verschiedenen Kofinanzierern gestaltet sich wie folgt:</p>			
CONTRIBUTION 2008-2011	ANNUELLE	TOTALE	BEITRAG 2008-2011	JÄHRLICH	GESAMT
Etat français	10 000 €	30 000 €	Französischer Staat	10 000 €	30 000 €
Région Alsace	10 000 €	30 000 €	Région Alsace	10 000 €	30 000 €
Département du Bas-Rhin	10 000 €	30 000 €	Département du Bas-Rhin	10 000 €	30 000 €
Département du Haut-Rhin	10 000 €	30 000 €	Département du Haut-Rhin	10 000 €	30 000 €
Land de Bade-Wurtemberg	30 000 €	90 000 €	Land Baden-Württemberg	30 000 €	90 000 €
(Cf Art. 7)			(siehe Art. 7)		

Land de Rhénanie-Palatinat	10 000 €	30 000 €	Land Rheinland-Pfalz	10 000 €	30 000 €
Canton de Bâle-Ville	15 000 €	45 000 €	Kanton Basel-Stadt	15 000 €	45 000 €
Canton de Bâle-Campagne	15 000 €	45 000 €	Kanton Basel-Landschaft	15 000 €	45 000 €
Canton d'Argovie	6 000 €	18 000 €	Kanton Aargau	6 000 €	18 000 €
République et Canton du Jura	4 000 €	12 000 €	Kanton Jura	4 000 €	12 000 €
<b>Montant prévisionnel du projet</b>	<b>120 000 €</b>	<b>360 000 €</b>	<b>Vorgesehener Betrag des Projekts</b>	<b>120 000 €</b>	<b>360 000 €</b>

## 6.2. Utilisation des fonds

Le porteur de projet est tenu d'utiliser les fonds qui lui sont confiés exclusivement aux fins indiquées aux articles 1 et 2 de la présente convention. Les postes de dépenses sont les suivants :

- 1. Cellule coordination
- 2. Cellule SIG
- 3. Prestations
- 4. Achat de données
- 5. Communication

## 6.2. Verwendung der Mittel

Der Projektverantwortliche ist verpflichtet, die ihm überlassenen Mittel ausschließlich zu den in den Artikeln 1 und 2 der vorliegenden Vereinbarung festgelegten Zwecken zu verwenden. Die Ausgabenposten sind folgendermaßen aufgliedert :

- 1. Koordinationsabteilung
- 2. GIS-Abteilung
- 3. Leistungen
- 4. Erwerb von Daten
- 5. Kommunikation

## Article 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DES COFINANCEMENTS

Le Département du Haut-Rhin participe au projet à hauteur de **10 000 euros par an** (soit 8,33% du montant total prévisionnel du projet), sous forme de dépenses directes.

Le Département du Bas-Rhin participe au projet à hauteur de **10 000 euros par an** (soit 8,33% du montant total prévisionnel du projet).

La Région Alsace participe au projet à hauteur de **10 000 euros par an** (soit 8,33% du montant total prévisionnel du projet).

L'Etat français participe au projet à hauteur de **10 000 euros par an** (soit 8,33% du montant total prévisionnel du projet).

L'engagement financier de l'Etat ne pourra être pris, par décision spécifique, qu'après réception de la délégation des crédits correspondants du budget du Ministère de

## Artikel 7 - AUSZAHLUNGSBEDINGUNGEN FÜR KOFINANZIERUNGSMITTEL

Das Département du Haut-Rhin beteiligt sich am Projekt durch eigene Ausgaben in Höhe von **10 000 Euro** (d. h. 8,33% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Das Département du Bas-Rhin beteiligt sich am Projekt in Höhe von **10 000 Euro** (d. h. 8,33% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Die Région Alsace beteiligt sich am Projekt in Höhe von **10 000 Euro** (d. h. 8,33% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Das französische Staat beteiligt sich am Projekt in Höhe von **10 000 Euro** (8,33% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Die Übernahme der Zahlungsverpflichtung durch den französischen Staat erfordert eine Sonderentscheidung, die erst nach Eingang der entsprechenden Mittelübertragung

l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire.

Le **Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg** participe au projet à hauteur de **30 000 euros par an** (soit 25% du montant total prévisionnel du projet).

L'engagement financier du Wirtschaftsministerium du Baden Württemberg ne pourra être pris, par décision spécifique, qu'après réception de la délégation des crédits correspondants au budget.

Le **Ministerium des Innern und für Sport Rheinland-Pfalz** participe au projet à hauteur de **10 000 euros par an** (soit 8,33% du montant total prévisionnel du projet).

Le **Canton de Bâle-Ville** participe au projet à hauteur de **15 000 euros par an** (soit 12,5% du montant total prévisionnel du projet).

Le **Canton de Bâle-Campagne** participe au projet à hauteur de **15 000 euros par an** (soit 12,5% du montant total prévisionnel du projet).

Le **Canton d'Argovie** participe au projet à hauteur de **6 000 euros par an** (soit 5% du montant total prévisionnel du projet).

La **République et Canton du Jura** participe au projet à hauteur de **4 000 euros par an** (soit 3,33% du montant total prévisionnel du projet).

Les frais bancaires relatifs au versement des fonds suisses sont à la charge des partenaires suisses.

Le taux de change pour tous les cofinanceurs suisses est de 1,60 CHF pour 1 Euro (et inversement). Les risques de change sont à la charge des partenaires suisses.

#### **Rythme des versements**

Les versements annuels interviennent au rythme suivant :

- dès notification de la convention ;
- courant du 2<sup>nd</sup> semestre 2009 ;
- courant du 2<sup>nd</sup> semestre 2010 .

Les fonds sont versés par chaque cofinancier à la demande du porteur de projet.

A l'issue de la période de validité de la convention, le porteur de projet fera parvenir un rapport final comprenant le récapitulatif des dépenses réalisées durant la période éligible à l'ensemble des cofinanceurs.

Les fonds non dépensés pourront soit être reversés au prorata aux différents partenaires, soit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

aus dem Haushalt des Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire erfolgen kann.

Das **Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **30 000 Euro** (d. h. 25% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Die Übernahme der Zahlungsverpflichtung durch das Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg erfolgt vorbehaltlich der jährlichen Bewilligung der Mittel im Haushalt.

Das **Ministerium des Innern und für Sport Rheinland-Pfalz** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **10 000 Euro** (d. h. 8,33% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Der **Kanton Basel-Stadt** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **15 000 Euro** (d. h. 12,5% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Der **Kanton Basel-Landschaft** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **15 000 Euro** (d. h. 12,5% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Der **Kanton Aargau** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **6 000 Euro** (d. h. 5% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Der **Kanton Jura** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **4 000 Euro** (d. h. 3,33% der vorgesehenen Gesamtkosten des Projekts).

Die bei Zahlung der Schweizer Mittel anfallenden Bankgebühren gehen zu Lasten der Schweizer Partner.

Der Wechselkurs für alle Schweizer beträgt CHF 1,60 für 1 Euro (und umgekehrt). Damit geht das Wechselkursrisiko zulasten der Schweizer Partner.

#### **Zahlungsplan**

Die jährliche finanzielle Beteiligung ist gemäß nachstehender Staffelung zu entrichten :

- bei Bekanntgabe der Vereinbarung ;
- im Verlauf des 2. Halbjahres 2009 ;
- im Verlauf des 2. Halbjahres 2010.

Die aufgeführten Mittel werden von jedem Kofinanzierer auf Anfrage an den Projektverantwortlichen ausgezahlt.

Nach Beendigung des Projektes wird der Projektträger einen Schlussbericht inkl. der Aufstellung der während des förderfähigen Zeitraums getätigten Ausgaben vorlegen.

Nicht eingesetzte Mittel können entweder anteilig an die einzelnen Partner zurückerstattet oder Gegenstand einer Nachtragsvereinbarung zur vorliegenden Vereinbarung werden.



<p><b>Article 8 - RAPPORT ANNUEL</b></p>	<p><b>Artikel 8 - JAHRESBERICHTE</b></p>
<p>Le porteur de projet est tenu de remettre un rapport annuel à l'ensemble des cofinanceurs au plus tard le 31 mars de chaque année.</p>	<p>Der Projektträger muss bis zum 31. März jeden Jahres spätestens den Kofinanzierern einen Jahresbericht zukommen lassen.</p>
<p><b>Article 9 - RAPPORT FINAL</b></p> <p>Le rapport d'activité décrit ci-dessous doit être rédigé en langues française et allemande, en collaboration entre tous les partenaires du projet.</p> <p>Le porteur de projet est tenu de fournir à ses partenaires un rapport final, dans les 6 mois suivant la fin de la présente convention.</p> <p>Ce rapport comporte deux parties :</p> <p>1. Une première partie comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des éléments établissant la conformité du projet au descriptif et aux objectifs initialement établis,</li> <li>- des éléments d'évaluation,</li> <li>- des informations au sujet de l'exercice des partenariats internes et externes à la Conférence du Rhin Supérieur,</li> <li>- le descriptif de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet.</li> </ul> <p>2. Une seconde partie relative à l'aspect financier du projet comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un récapitulatif final certifié exact des dépenses acquittées et leur justification,</li> <li>- un état récapitulatif des fonds émanant des partenaires au projet,</li> <li>- le cas échéant, un état des recettes engendrées par le projet,</li> <li>- une attestation de fin du projet.</li> </ul> <p>Le porteur de projet s'engage à n'effectuer aucune publication relative aux résultats du projet avant acceptation du rapport final par les partenaires (acceptation tacite 1 mois après réception).</p>	<p><b>Artikel 9 - ABSCHLUSSBERICHT</b></p> <p>Der unten genannte Bericht muss in französischer und deutscher Sprache in Zusammenarbeit aller Projektpartner in Zusammenarbeit geschrieben werden.</p> <p>Der Projektträger wird seinen Partnern einen Abschlussbericht spätestens 6 Monate nach Ende der vorliegenden Vereinbarung zukommen lassen.</p> <p>Dieser Bericht umfasst zwei Teile :</p> <p>1. Einen ersten Teil, der folgende Angaben beinhaltet:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nachweise mit Begründung, die die Übereinstimmung des Projekts mit der Beschreibung und den ursprünglich festgelegten Zielen belegen,</li> <li>- Evaluierungselemente,</li> <li>- Informationen im Hinblick auf die Zusammenarbeit innerhalb und außerhalb der Partnerschaft im Rahmen der Oberheinkonferenz,</li> <li>- Beschreibung der Maßnahmen, die die Fortführung des Projektes sicherstellen.</li> </ul> <p>2. Einen zweiten Teil bezüglich der Projektfinanzierung mit folgenden Angaben:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- eine abschließende verbindliche Aufstellung der getätigten Ausgaben und die entsprechenden Belege,</li> <li>- einen zusammenfassenden Einnahmenstand der von den Partnern überwiesenen Kofinanzierungsmittel,</li> <li>- gegebenenfalls einen Stand der durch das Projekt verursachten Einnahmen,</li> <li>- eine Bestätigung der Projektbeendigung.</li> </ul> <p>Der Projektverantwortliche verpflichtet sich, die Ergebnisse des Projektes nicht zu veröffentlichen (stillschweigende Annahme 1 Monat nach Empfang), solange die Partner den Abschlussbericht nicht genehmigt haben.</p>
<p><b>Article 10 - REVERSEMENTS</b></p> <p><b>10.1. Réalisation partielle du projet</b></p> <p>Si le projet est réalisé partiellement, le porteur de projet calcule le taux de réalisation du projet et la participation de chaque partenaire au regard de ce taux. Sur cette base, il équilibre ses comptes et procède aux reversements, au vu de la participation calculée (remboursement ou titre de recettes, selon les cas).</p>	<p><b>Artikel 10 - RÜCKZAHLUNGEN</b></p> <p><b>10.1. Teilrealisierung des Projektes</b></p> <p>Wird das Projekt nur teilweise durchgeführt, so ermittelt der Projektträger die Realisierungsrate und die dementsprechend für die einzelnen Partner anfallende Beteiligung. Auf dieser Grundlage hat er seinen Kontenausgleich vorzunehmen und die entsprechenden Rückzahlungen durchzuführen (je nach Zahlungsstand</p>

<p>Au-delà de 99% de réalisation, le montant restant revient au porteur de projet.</p> <p><b>10.2. Modalités de reversement des fonds perçus</b></p> <p>Le cas échéant, le porteur de projet s'engage à reverser les fonds dus aux partenaires dans un délai de trois mois après la clôture du projet.</p>	<p>Rückerstattung oder Einnahmetitel).</p> <p>Bei einer Durchführungsrate von mehr als 99% verbleibt der Restbetrag beim Projektträger.</p> <p><b>10.2. Bestimmungen betreffend die Rückzahlung der gezahlten Mittel</b></p> <p>Gegebenenfalls verpflichtet sich der Projektträger, die Beihilfen innerhalb von drei Monaten nach Ende des Projekts zurückzuzahlen.</p>
<p><b>Article 11. - RÉSILIATION DE LA CONVENTION</b></p> <p>Si le projet rencontre après son démarrage un obstacle persistant contraire à la réalisation future du projet, les partenaires peuvent résilier la présente convention sur proposition du groupe de travail Aménagement de la Conférence du Rhin Supérieur.</p>	<p><b>Artikel 11. - KÜNDIGUNG DER VEREINBARUNG</b></p> <p>Entsteht nach Projektbeginn ein dauerhaftes Hindernis, welches der weiteren Durchführung des Projekts entgegensteht, können die Partner nach Konsultation der Arbeitsgruppe Raumordnung der Oberrheinkonferenz die vorliegende Vereinbarung kündigen.</p>
<p><b>Article 12. - TRANSPARENCE</b></p> <p>Le porteur de projet et ses partenaires sont tenus de conserver les pièces justificatives originales 3 ans après la clôture du projet et de les montrer ou d'en communiquer une copie à tout partenaire en manifestant la demande.</p>	<p><b>Artikel 12. - TRANSPARENZ</b></p> <p>Der Projektverantwortliche und seine Partner sind verpflichtet, die Originalbelege 3 Jahren nach Ende des Projekts aufzubewahren und den Partnern diese auf Anfrage vorzulegen oder eine Abschrift davon zuzuleiten.</p>
<p><b>Article 13. - JURIDICTIONS COMPÉTENTES</b></p> <p>En cas de litige, les partenaires s'efforcent de trouver une solution à l'amiable. À défaut, les juridictions compétentes sont celles dont relève le Département du Haut-Rhin, porteur du projet.</p>	<p><b>Artikel 13. - GERICHTSSTANDVEREINBARUNG</b></p> <p>Im Falle einer Streitigkeit werden sich die Partner bemühen, eine gütliche Einigung herbeizuführen. Sollte dies nicht gelingen, so sind die Gerichtsbarkeiten zuständig, denen das Département du Haut-Rhin als Projektträger unterliegt.</p>

**Signataires de la présente convention relative au projet  
Système d'information géographique sur l'espace du Rhin Supérieur - SIGRS**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung bezüglich des Projekts  
Geographisches Informationssystem für das Gebiet des Oberrheins - GISOR**

Conseil Général



**Haut-Rhin**

Département du Haut-Rhin,  
Porteur de projet  
(signature, cachet, date)



Département du Bas-Rhin  
(signature, cachet, date)



Conseil Régional d'Alsace,  
(signature, cachet, date)



Le Préfet de la Région Alsace pour l'État français  
(signature, cachet, date)



Ministerium des Innern und für Sport Rheinland-Pfalz  
(Unterschrift, Stempel, Datum)



**Baden-Württemberg**  
WIRTSCHAFTSMINISTERIUM  
Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg  
(Unterschrift, Stempel, Datum)



Kanton Basel-Stadt  
(Unterschrift, Stempel, Datum)



Kanton Basel-Landschaft  
(Unterschrift, Stempel, Datum)



Kanton Aargau  
(Unterschrift, Stempel, Datum)



République et Canton du Jura  
(signature, cachet, date)